

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 9 octobre 2023

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#) et son [compte Twitter](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

1,5 M

C'est la production journalière moyenne de barils de pétrole brut du Nigéria en septembre 2023, le plus grand volume depuis le début de l'année.

Nigéria :

Le satellite Konnect d'Eutelsat entend remodeler le paysage de l'internet par satellite au Nigeria ; L'administration Tinubu entend réduire le nombre d'impôts à un maximum de neuf afin de créer un environnement fiscal plus favorable aux entreprises dans le pays ; Les compagnies pétrolières nigérianes ont acquis 26 licences cédées aux cours des dix dernières années ; Le Royaume-Uni, les États-Unis et trois autres pays contribuent à 79 % des importations de capitaux du Nigeria.

Ghana :

La première revue du programme FMI de 3 Md USD a eu lieu à Accra ; Le 12ème Ghana Economic Forum a eu lieu sous le thème « Build Back Better ».

Le satellite Konnect d'Eutelsat entend remodeler le paysage de l'internet par satellite au Nigeria

[Konnect a été mis en orbite en 2020 au-dessus du Nigéria par l'entreprise française Eutelsat, associée au fournisseur d'accès à internet nigérian Coolink.](#) Cette collaboration permet d'offrir à la population et aux entreprises une connexion Internet rapide (100 Mbps contre 31 Mbps en moyenne sur le continent) et bon marché à la population nigériane et au secteur privé, ciblant notamment les PME.

Contrairement aux satellites en orbite terrestre basse (LEO) de Starlink, le satellite Konnect est géostationnaire. Plus éloigné de la Terre, il couvre une plus grande zone et permet ainsi aux utilisateurs d'accéder à Internet où qu'ils soient sur le territoire. Les satellites Starlink, plus proches de la Terre, ont une couverture réduite, mais offrent une meilleure latence et une vitesse supérieure à celle des satellites géostationnaires.

Eutelsat prévoit de renforcer son offre au Nigéria en déployant notamment un satellite LEO avant la fin de l'année.

L'administration Tinubu entend réduire le nombre d'impôts à un maximum de neuf afin de créer un environnement fiscal plus favorable aux entreprises dans le pays

[Le Président du Comité de la politique fiscale, Taiwo Oyedele, a annoncé le lancement d'une réforme fiscale qui réduira le nombre de taxes et impôts à moins de 10, contre plus de 62 actuellement,](#) sans compter la centaine de taxes collectées informellement.

Malgré cette créativité en matière fiscale, le Nigéria est un des pays ayant les plus faibles recettes publiques au monde (6 % du PIB, bien en-deçà de la moyenne régionale qui s'établit à 16% environ). Le pays se finance en s'endettant, notamment auprès des banques locales qui se trouvent dès lors exposées au risque souverain. Si le ratio dette/PIB reste relativement bas (43 %), le service de la dette absorbe 96,3 % des recettes publiques fédérales. La mobilisation de ressources fiscales constitue donc un enjeu majeur pour le pays.

La clarification du régime fiscal est une première étape qui pourrait encourager les investissements, tant par des acteurs intérieurs qu'étrangers, et ainsi générer davantage d'activité soumise à l'impôt.

Les compagnies pétrolières nigérianes ont acquis 26 licences cédées aux cours des dix dernières années

Lors du Sommet de l'énergie et du travail à Abuja, le secrétaire exécutif du Conseil de développement et de surveillance du contenu nigérian (NCDMB), [M. Simbi Wabote, a annoncé que les sociétés pétrolières nigérianes ont acquis 26 licences d'exploitation pétrolière dans la zone du bassin du delta du Niger au cours de la dernière décennie.](#)

Parmi les cessions d'actifs pétroliers et gaziers d'une valeur de plusieurs milliards de dollars, figurent notamment celles annoncées par les compagnies Shell, ExxonMobil et Eni. Cette dernière a conclu en septembre dernier un accord avec Oando Plc pour la vente des intérêts de la Nigerian Agip Oil Company (NAOC) dans six sites à terre et dans la centrale gazière d'Okpai dans l'État du Delta. Le patron de la NCDMB a souligné que les cessions d'actifs pétroliers offraient la possibilité de mettre à profit les capacités de production et les compétences locales qui ont été développées grâce à la mise en œuvre du contenu local. Il a également indiqué que les cessions confirment que les Nigériens et les entreprises locales sont arrivés à maturité et ont acquis les capacités techniques, managériales et financières nécessaires pour jouer dans la « cour des grands ».

Le Royaume-Uni, les États-Unis et trois autres pays contribuent à 79 % des importations de capitaux du Nigeria

Selon le rapport du bureau national des statistiques nigérian (NBS), [les entrées d'investissements étrangers en provenance de cinq pays – le Royaume-Uni, les États-Unis, l'Afrique du Sud, Singapour et les Émirats arabes unis – ont représenté une part substantielle de 79 % des importations de capitaux du Nigéria entre 2019 et le premier semestre 2023.](#) Cependant, ces principaux contributeurs ont significativement réduit la valeur de leurs investissements. Le Royaume-Uni a connu la baisse la plus substantielle, passant de 11 Md USD en 2019 à une valeur annualisée anticipée de 1,61 Md USD en 2023. De même, les États-Unis ont suivi le mouvement passant de 4,69 Md USD à un montant annualisé prévu de 734,6 M USD en 2023. L'Afrique du Sud, Singapour et les EAU ont également suivi ce mouvement à la baisse. Cette tendance reflète les défis auxquels le Nigeria est confronté pour attirer et retenir les investissements étrangers de ses principaux pays partenaires. Il convient de rappeler que le flux d'investissements directs étrangers (IDE) au Nigéria est néanmoins limité. Au deuxième trimestre 2023, les IDE, évalués à 86 M USD, représentaient 8,35 % du total des flux financiers entrants – lesquels étaient d'ailleurs extrêmement concentré à Lagos (75,5 %), suivi par Abuja (18,9 %).

La première revue du programme FMI de 3 Md USD a eu lieu à Accra

[Le FMI était présent à Accra du 25 septembre au 6 octobre 2023 pour mener simultanément la revue du programme FMI, à la suite de l'accord du 17 mai 2023 pour une Facilité Elargie de Crédit \(ECF\) de 3 Md USD sur trois ans, et la revue Article IV dont la dernière avait eu lieu en 2021.](#)

Le chef de délégation du FMI a confirmé la tendance positive constatée lors de la pré-revue de juin dernier, insistant sur la stabilisation macroéconomique en cours tandis que les réserves internationales connaissent une augmentation constante. Il a également souligné le redressement du déficit primaire et la position extérieure du pays plus forte, sous l'impact d'une monnaie devenue beaucoup moins volatile. Il a notamment indiqué que la croissance économique 2023 pourrait se situer à 3%, soit le double des prévisions du Fonds.

Il a invité les autorités ghanéennes à poursuivre les efforts engagés, y compris les réformes structurelles dans les secteurs du Cacao, de l'Energie et du management des finances publiques. Cette première revue de programme sera portée au Conseil d'Administration du FMI pour versement de la deuxième tranche de 600 M USD d'ECF, programmée en novembre, sous réserve néanmoins d'un aboutissement de la restructuration de la dette bilatérale engagée dans le cadre du Common Framework.

Le 12ème Ghana Economic Forum a eu lieu sous le thème « Build Back Better »

[Organisé par le Business and Financial Times, la 12ème édition du Ghana Economic Forum a eu lieu le 10 octobre et avait pour thème « Build Back better » \(« reconstruire en mieux »\) : soutien du FMI, stratégies pour construire une économie durable et un environnement commercial dynamique.](#)

Des tables rondes ont été organisées autour de sujets tels que la sécurité alimentaire et la soutenabilité du secteur, le plan de 3 Md USD du FMI ou la situation économique et financière mondiale. Dans cette idée de « reconstruire en mieux », le Dr. Richmond Atuahene, consultant en gouvernance d'entreprise et en services bancaires, rappelle la nécessité pour le Ghana de reconstruire efficacement dans la continuité du programme d'aide du FMI en se concentrant sur 8 thématiques clés : la révision de la Constitution afin d'y insérer, comme aux Etats-Unis, un plafond de la dette sur PIB, le développement agricole pour moderniser le secteur et réduire la dépendance aux importations, la diversification économique en dehors de la culture du cacao (maïs, riz, tomates, oignons), l'optimisation des envois de fonds internationaux afin de stabiliser le taux de change, la renégociation des accord miniers afin

d'augmenter les revenus de l'exploitation des ressources minières, des réformes réglementaires pour créer un environnement favorable aux affaires, le développement des infrastructures et enfin le renforcement de la compétitivité du secteur privé.